



# PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Section de Saint-Martin-d'Hères, Gières, Poisat, Venon

www.pcf-smh.fr

## Face à la politique du pouvoir au service du profit capitaliste Amplifions la lutte des classes !

**De sa conférence de presse du 25 avril 2019, il ressort que Macron entend poursuivre son train de contre-réformes antisociales. Ce n'est pas une surprise. C'est une provocation à l'encontre du monde du travail ! Macron nous montre le seul chemin : la lutte des classes à partir des sujets où le pouvoir et sa politique au service du profit capitaliste sont le plus en difficulté.**

Il a fallu attendre la 127<sup>ème</sup> minute, pour qu'une journaliste pose enfin la question des salaires et des responsabilités du patronat dans la crise du pouvoir d'achat. Macron a répondu clairement que le gouvernement ne ferait aucun geste pour les salaires, laissant ce sujet au « dialogue social ». Il a insisté sur le cadre concurrentiel et la course à la compétitivité qui oblige à modérer les salaires et à couvrir les patrons de cadeaux [traduction libre]. Pour le pouvoir d'achat des travailleurs, pour le « retour au plein emploi » (!), il a insisté sur les dispositifs, comme la « prime d'activité » qui permettent de faire payer les rémunérations du travail par les autres salariés et retraités, via l'impôt, et non par les capitalistes qui en profitent.

Aucun journaliste n'a eu la parole pour demander au Président ce qu'il pensait de la liquidation d'Alstom-Turbines, et des centaines de suppressions d'emploi après la reprise par General Electric qu'il a favorisé au sein de la Banque Rothschild, puis du gouvernement Hollande. Aucun pour mentionner l'explosion des dépenses d'armement et demander des justifications ou pour questionner sur la privatisation de l'aéroport de Paris. Personne pour demander des comptes sur le double scandale du CICE transformé cette année en exonération des cotisations sociales patronales dues à la Sécurité sociale.

**Personne encore pour évoquer les grands mouvements de grèves et de mobilisation dans les hôpitaux et les écoles, contre les projets Buzyn et Blanquer.**

**En fait de geste sur le « pouvoir d'achat », Macron a annoncé une autre attaque sur l'impôt le plus juste, l'impôt progressif, l'impôt sur le revenu, déjà attaqué par le prélèvement à la source. 5 milliards d'euros de réduction de dépenses publiques et sociales à prévoir.**

**Aux retraités, Macron promet de les racketter un peu moins.** L'indexation des pensions sur les prix serait rétablie au 1<sup>er</sup> janvier 2020 pour les retraites en dessous de 2000 euros, au 1<sup>er</sup> janvier 2021 pour les autres. Aucun cadeau ! L'annonce signifie, au contraire, un nouveau prélèvement sur les retraites de plus de 2000 euros. Rappelons, que l'indexation sur l'indice officiel des prix, ne signifie pas maintien du pouvoir d'achat !

**C'est contre le système de retraites que Macron a été le plus précis.** Il annonce un nivellement par le bas de toutes les prestations annexes des régimes généraux, spéciaux et de la fonction publique. Il annonce, avec un système par points, une augmentation de la durée de cotisations prise en compte. C'est, en fait, l'incapacité de partir à 62 ans. Pour les quelques-uns qui auront toutes leurs annuités, avec de bas salaires, ce sera un minimum contributif à 1000 euros à 62 ans. Pour une masse de salariés mal payés, aux carrières en dents-de-scie, se sera le minimum vieillesse à 65 ans.

**Sur l'Union européenne, sa position archi-intégrationniste coule de source. A quelques semaines des élections européennes, le débat sur les responsabilités de l'UE du capital dans la politique antisociale en France est totalement éludé.**

**Pour nous communistes, la question n'est pas de se lamenter devant l'arrogance de Macron et le déroulé tranquille de sa politique capitaliste.** Sur l'Europe, pas question d'accepter l'intégration, de renoncer à contester l'euro ou de prendre des « postures » sans danger pour la casse sociale en cours.

**Les annonces contre les retraites vont frapper tout le monde du travail, et pas seulement les « régimes spéciaux » et les fonctionnaires.** La casse des entreprises productives, dont les actionnaires sont gavés d'argent public, soulève des mouvements de protestation dans tout le pays. Les travailleurs rejettent massivement l'Europe du capital, sa monnaie et sa BCE de sangsues et ses directives de voyous.

**Macron montre le chemin à suivre,**

**Organisons la lutte des classes et la convergence de nos luttes !**

# **Projet de loi Blanquer : Destruction de l'école publique !**

L'ampleur de la grève dans l'éducation nationale le 19 mars, puis des manifestations du 30 mars ont déstabilisé Blanquer. Malgré la manœuvre de diversion du « débat national » et d'enfumage sur le contenu de son projet, ça ne passe pas ! Le rapport de force est en train de monter chez les enseignants, les personnels, les parents, les élèves. Colère et détermination ne vont pas s'éteindre. Dans le secondaire, contre les « réformes » du bac, de la voie professionnelle et « Parcoursup », Blanquer pensait avoir écrasé la protestation fin 2018, à coup de circulaires disciplinaires et de répression. Mais la réalité revient avec la distribution inégale de nouvelles filières par lycée, l'enseignement professionnel livré au patronat (amplification du travail et de l'exploitation des enfants, pas moyen d'avoir les chiffres des accidents du travail des apprentis, que cherche-t-on à cacher ?), la nouvelle embrouille des inscriptions à la fac...

Les promesses de Macron de moratoire sur les fermetures d'école (sauf accord du maire) ne valent pas chères. Des centaines d'écoles ont été fermées ces dernières années sous Belkacem, puis de façon accélérée, au nom du dédoublement des CP sans moyen sous Blanquer. La purge est à peu près finie. Après l'annonce de placer les écoles d'un secteur sous la tutelle d'un collège et de son principal, le mouvement dans les écoles ranime celui des lycées. Tant mieux !

Blanquer poursuit la stratégie de l'Union Européenne définie en 2000 pour marchandiser l'éducation. Elle se traduit par une réduction de l'offre publique d'éducation, le développement du privé en concurrence comme au sein même du public, une destruction de l'esprit de service public par une mise sous tutelle autoritariste, par le développement des inégalités.

Une autre attaque contre le service public d'éducation vise à ce que, dès la rentrée prochaine, les étudiants assistants d'éducation pourront intervenir en classe, et seront utilisés comme supplétifs non formés et payés au rabais. Voilà la réponse de Blanquer aux manques d'enseignants, le contraire de la création d'emplois statutaires pour un enseignement public de qualité !

**Faire reculer Blanquer, c'est un objectif pour tous les personnels de l'Education Nationale et toutes les familles de travailleurs !**

## **Casse du statut de fonctionnaire et 120.000 suppressions de postes dans la Fonction Publique !**

Quand Macron prétend renoncer à l'objectif de 120.000 suppressions de postes de fonctionnaires, on ne s'y trompera pas ! Le projet de loi Dussopt, dit de « *transformation de la fonction publique* » poursuit la remise en cause du statut de fonctionnaire et l'extension de la précarité dans l'emploi public : attaque des conditions et du temps de travail, salaire au mérite (RIFSEEP), recours massif aux contractuels, casse des garanties collectives, départs volontaires et instauration de la rupture conventionnelle, missions de services publics délégués aux entreprises privées...

**Plus que jamais : de l'argent pour les services publics pas pour la guerre !**

**8,5 milliards d'euros supplémentaires d'ici 2022 pour les crédits militaires.**

**C'est = 300.000 POSTES DE FONCTIONNAIRES dans les hôpitaux, les EHPAD, etc !**

Ce sont l'égalité d'accès aux emplois publics et les garanties de neutralité de l'agent public qui sont menacées mais aussi l'égalité de traitement et d'accès aux services publics pour les usagers !

Avec CAP22, les collectivités locales vont subir un vaste plan de décentralisation et déconcentration des services de l'Etat. Saignées à blanc financièrement, elles ne pourront pas maintenir le niveau d'emploi public.

**Non au financement des écoles privées par l'impôt !**

La mesure phare du ministre Blanquer, l'abaissement de l'âge de la scolarité obligatoire à 3ans, est en réalité un simple cadeau à l'éducation privée. 98% des élèves sont déjà inscrits à l'école à 3 ans. Mais cette nouvelle obligation scolaire va obliger les communes à financer le privé sous contrat. **Plus d'argent public pour le privé et moins pour l'école de la République, c'est inadmissible!**

# Projet de loi Buzin : Casse de l'hôpital public !

Le projet Blanquer correspond presque point par point au projet Buzyn contre l'hôpital public : sectorisation géographique, déclassement des personnels et des compétences, etc. Ce n'est pas un hasard. La disparition des bureaux de poste, des TER, des guichets de la Sécu, de la CAF et des Finances Publiques suivent la même logique.

Les promesses de moratoire sur les fermetures d'hôpital ne valent pas chères non plus ! Le projet Buzyn laisse voir qu'on continuera la casse, quitte à appeler « hôpital », de « proximité », des établissements qui n'auront plus rien à voir avec la définition commune de l'hôpital. La fermeture des trésoreries hospitalières pour aller vers une seule par département participe à la même casse.

**Il est, pour nous, d'une importance capitale de lier les batailles pour l'hôpital et les retraites** (les Ehpad, la psychiatrie etc.), face au nouveau projet de « retraite par points », **à la remise en cause constante du financement de la sécurité sociale par la cotisation sociale**: opposons-nous plus que jamais aux exonérations de cotisations patronales et à la CSG.

**Les annonces contre les retraites vont frapper tout le monde du travail, et pas seulement les « régimes spéciaux » et les fonctionnaires.**

## Fermeture des services publics de proximité !

Sur la disparition des services publics de proximité, Macron lance l'idée des « Maison France Service » à l'échelle des cantons. On ne s'y trompera pas ! L'annonce future accompagne l'accélération en cours de la suppression des accès à tous les services publics : trésoreries, bureaux de poste, guichets de gare, centres de l'assurance maladie, etc. Rien n'indique que les salariés éventuels de ces « maisons des services publics » au rabais ne seront pas des emplois précaires.

### Non aux fermetures des services de proximité des finances publiques !

Ces services sont centraux pour le budget de l'Etat. Pourtant, en France c'est 40 000 emplois déjà détruit, 25 000 prévus d'ici 2022. En Isère, c'est 500 emplois supprimés en 10 ans (l'équivalent du nombre d'agents travaillant au Centre des finances publiques av Rhin et Danube à Grenoble), plus de 300 annoncés d'ici 2022. Halte à l'hémorragie !

C'est par exemple, 1/4 des trésoreries qui ont déjà été fermés en Isère. Les annonces nous préparent une nouvelle vague de fermetures. Il restera, pendant un temps, une seule trésorerie pour communauté de commune. Pour la métropole Grenobloise, **c'est la fermeture des trésoreries de Saint-Martin-D'hères, Echirolles et Fontaine**. Nous ne pourrons plus payer nos factures près de chez nous dans la métropole Grenobloise.

La volonté est de contraindre les communes, déjà exsangues, à payer du personnel pour tenir leurs comptes alors que l'état s'en charge jusqu'à aujourd'hui dans les trésoreries. Ce sera moins de services publics municipaux pour financer cette nouvelle charge.

Rajoutons qu'aucun service des finances publiques n'est épargné, l'attaque sur les accueils physiques est générale. Tout par Internet et tant pis pour ceux qui ne peuvent pas. En marche aussi, l'impossibilité de payer en espèce plus de 300€ avant l'interdiction total des espèces, tant pis pour ceux qui n'ont pas de chéquier.

Quand la fraude fiscale se chiffre à plus de 100 milliards en France, le nombre du contrôle fiscaux baissent. Une entreprise soumise à la TVA risquait de voir sa comptabilité contrôlée tous les 84 ans, c'est désormais tous les 130 ans. Les travailleurs actifs et retraités sont contrôlés quasiment tous les 3 ans.

**Nous exigeons de M le directeur départemental des finances publiques de l'Isère des emplois statutaires à hauteur des besoins et le maintien de tous les services publics (services aux entreprises, aux particuliers, de publicité foncières, impôts fonciers et trésoreries), de proximités avec leurs pleines compétences en Isère.**

Fin 2018, les lycéens et étudiants, renforcés largement par les enseignants contre le projet de loi « confiance », ont fait trembler le bon élève Blanquer. Dans la santé, Buzyn ou Hirsch craignent que l'étincelle des grèves dans les services d'urgences et dans de très nombreux hôpitaux de provinces ne soit l'étincelle qui embrase toute la plaine. Les possibilités de convergence de luttes dans l'éducation, les hôpitaux, avec les autres services publics, avec les usagers, etc... sont immenses et nécessaires.

## Les convergences de luttes se construisent autour de :

- L'abandon du projet de loi de « transformation de la fonction publique », Blanquer (annulation des lois scélérates précédentes qui attaquent l'éducation, parcours sup, réformes du lycée et de la voie professionnelle), Buzyn ( et des lois précédentes qui cassent l'hôpital et notre droit aux soins).
- Le maintien du statut de la fonction publique garant de la neutralité et de l'égalité d'accès aux services publics.
- Stop aux suppressions d'emplois et ouvertures des concours à la hauteur des besoins.
- L'abandon du RIFSEEP et du salaire au mérite, refonte de la grille indiciaire et revalorisation du point d'indice. etc...
- Maintien de tous les services publics de pléines compétences et de leurs missions.
- Retraite à 60 ans avec 37 annuités ! Maintien de la retraite par répartition, arrêt des exonérations de salaire socialisé du patronat, indexation des retraites sur le salaire moyen.

**Organisons la lutte des classes et la convergence de nos luttes !  
C'est dans la lutte que nous gagnerons, c'est dans l'unité que nous vaincrons !**

***Fête populaire des Résistances*** **Dimanche 9 juin 2019 - 11h00**

***NON***

***à la suppression et à la privatisation  
des services publics !***

**Salle Fernand Texier  
163 avenue Ambroise Croizat  
Saint-Martin-d'Hères**

**Débat à 14h30**

**PAËLLA**

**BARBECUE      FRITES      JEUX  
POUR ENFANTS      CONCERT**

**Bulletin d'adhésion**

**Organisez votre colère ! Faites le choix de la lutte ! Adhérez au PCF !**

Nom et Prénom .....

Adresse .....

Messagerie ..... Téléphone.....

À retourner à l'adresse ci-dessous 09/05/2019